



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

04/06/2026

Le congrès de la CGT a démarré ; analyse du discours de Sophie Binet aux délégations étrangères le 31 mai : En marche vers la soumission à l'impérialisme français et UE, à notre propre impérialisme

Le congrès de la CGT a commencé sans surprise. Le ton est donné dès le dimanche 31 mai pour l'accueil des délégations étrangères. Nous retrouvons les mêmes manques ou omissions, les mêmes formulations insupportables, la même incompréhension affichée du fonctionnement du capitalisme, les mêmes manœuvres verbales pour effacer la lutte des classes. Nous examinons cette contribution, mais nous ne saurions trop conseiller à nos lecteurs ne l'ayant pas fait de lire nos différents articles, à la lumière de ces deux contributions, aucune n'est à changer.

La fallacieuse « internationale d'extrême-droite »

A part quelques brèves allusions, dont, à la fin, une satisfaction d'accueillir le syndicat néonazi ukrainien, la KPVU, le rapport présenté par la secrétaire-générale sortante de la CGT en entame du congrès ne comporte pas de passage consacré aux questions internationales, ceci aurait pourtant été essentiel afin d'aider à comprendre le monde dans lequel nous vivons. Nous nous sommes rabattus sur le discours prononcé par la même Sophie Binet, la veille au soir, en clôture de la cérémonie d'accueil des délégations des syndicats étrangers. Mais la proie est maigre. Le texte est creux et n'apporte rien de plus que ce que nous expliquons depuis des semaines à propos de ce congrès. On y trouve, bien sûr, « l'internationale » d'extrême-droite à toutes les sauces, comme par exemple, dans cet extrait : « *Ces guerres sont le fait de l'internationale d'extrême droite, de Trump, Poutine et Netanyahou, soutenus par le Capital, qui veulent remplacer le droit international par la loi du plus fort* ». Nous avons déjà dit ce qu'il en était ; mais soulignons que cette phrase « oublie » les responsabilités des Hollande, Merkel, Johnson, Merz, Macron et Starmer (n'étant pas « d'extrême-droite ») dans la guerre impérialiste en Ukraine, de même que celles de l'UE et de l'OTAN.

La méconnaissance totale du stade impérialiste

Nous butons sur la même absence de caractérisation du stade impérialiste, des affrontements inter-impérialistes et donc de la nature des guerres, des raisons des courses à la guerre. Quelques extraits peuvent illustrer ce vide et l'incompréhension manifeste qu'il provoque. Nous pouvons décerner le pompon à ces quelques phrases : « *L'intervention américano israélienne en Iran le confirme. Qui en sont les grands gagnants ? La Russie qui a gagné la levée des sanctions sur son gaz et son pétrole, le régime des mollahs qui peut réprimer en toute impunité et Benjamin Netanyahou qui peut encore une fois faire taire toutes les voix dissidentes et organiser l'union nationale contre l'Iran. Qui en sont les grands perdants ? Les peuples et les travailleurs. Les Iraniens, les Libanais, les Palestiniens qui sont sous les bombes mais aussi les Russes et les Israéliens qui voient leurs libertés et leurs droits sociaux remis en cause.* ». **On y trouve le langage de l'impérialisme occidental avec « intervention » US/sioniste à la place « d'agression impérialiste » ; le « régime des mollahs », cette illustration du mépris colonial contre les peuples et cette obstination à vouloir choisir leurs dirigeants à leur place ; la façon de n'envisager les peuples uniquement comme des victimes ; enfin une forme nette de Russophobie, puisque voilà la Russie mise à toutes les sauces, alors qu'elle n'est pas partie prenante directe de la**

guerre au Moyen-Orient contrairement à l'OTAN en Ukraine et les Russes n'étant seulement victimes des droits sociaux remis en cause (et les Ukrainiens, alors ?) et pas des bombes ukrainiennes ; enfin la caractérisation de la population de l'entité sioniste dans laquelle il y aurait des voix dissidentes, alors que ce sont simplement des gens favorable à la guerre mais ont découvert les capacités de riposte de l'Iran. **Et puis, ce qui marque, c'est ce qui ne figure pas dans ce court extrait : la Résistance des peuples iranien et libanais, l'incapacité des occidentaux (US plus supplétif sioniste) à atteindre leurs objectifs, leur mise en difficulté, la complicité des autres puissances impérialistes occidentales, de l'impérialisme français en particulier,** de Barrot exigeant que l'Iran « cesse de terroriser Israël », c'est-à-dire que l'agressé cesse de se défendre face à l'agresseur, à la marine de guerre française déplacée vers Chypre. La résistance n'intéresse pas la dirigeante de la CGT, elle lui préfère la « paix » imposée par les démocraties bourgeoises de l'UE, sans tenir compte des peuples.

Aucune caractérisation ni condamnation de notre propre impérialisme

La vision erronée et l'omission se font jour aussi lorsqu'il faut évoquer l'État bourgeois français : « *Et nous avons, nous Français, des responsabilités très particulières : Des responsabilités d'une ancienne puissance coloniale, qui l'est encore dans un certain nombre de territoires, à commencer par la Kanaky ; Des responsabilités d'un pays qui fait partie des rares membres permanents du conseil de l'ONU ; Des responsabilités d'un pays qui est le 2ème exportateur d'arme mondial.* ». Il est frappant de constater l'utilisation du pronom « nous », à rapprocher de « notre République » évoqué dans notre analyse du rapport de Sophie Binet au congrès. **Cette utilisation du vocable servant à gommer les classes (Français), au même titre, cette fois, que la si décriée « extrême-droite », est d'abord un exercice permettant d'occulter les responsabilités des capitalistes de France, de l'État français, car les prolétaires de France ne sont responsables ni de la colonisation, ni des ventes d'armes et n'ont pas à en assumer la responsabilité. Mais surtout, ce « nous », une nouvelle fois, fait nôtre la République bourgeoise en évitant soigneusement de qualifier ce qu'elle est : une puissance impérialiste ; il renouvelle l'adhésion de la direction de la CGT aux « valeurs » de cet impérialisme baptisé République ou France.** La France, notons le, est une « ancienne puissance coloniale », sauf en Kanaky, mais quid de la puissance néocoloniale qui fait tout pour garder sa domination africaine ? Notamment en RD du Congo, dont le peuple, victime d'une guerre impérialiste par procuration, est par ailleurs plaint par la secrétaire-générale dans cette même allocution. Sans lien avec ce « nous, Français ».

La mise en avant du conglomérat syndical de collaboration de classes

Ensuite, nous avons droit à l'habituelle propagande *pro domo*, vantant la CSI, cette organisation syndicale internationale dont la liste des luttes qu'elle a menées tient sur un confetti : « *Mesurons la force que cela signifie : 340 organisations qui groupent directement 191 millions de syndiqués représentent des milliards de travailleurs et de travailleuses et sont présents dans 90% des pays du monde !* ». En complément, nous trouvons ce bref passage sur l'International dans le rapport d'actualité : « *Nos camarades italiens de la CGIL, ici présents, qui ont réussi à mettre en échec le referendum de Giorgia Meloni qui remettait en cause l'indépendance de la justice ! Nos camarades américains de l'AFL-CIO présents également, qui ont contribué à mobiliser 8 millions de citoyens contre Trump et ont chassé sa police raciste de Minneapolis ! Nos camarades espagnols des commissions ouvrières et de l'UGT, aussi présents, qui ont empêché l'extrême droite d'arriver au pouvoir [...] Applaudissons nos camarades brésiliens de la CUT, ici présents, qui sont en train de gagner la réduction du temps de travail de 44h à 40h par semaine ! N'oublions pas nos camarades belges qui ont battu notre record de longévité. 18 mois de mobilisation avec une unité sans faille ! 6 fois nonantes jours ! Résultat : ils ont réussi à bloquer à 4 reprises le vote du budget d'austérité par le Parlement !* ». Cette citation, c'est son intérêt permet de connaître le rôle principal assigné aux syndicats par la direction de la CGT. Si l'on excepte l'AFL-CIO, fondatrice de l'ancêtre de la CSI et pourvoyeuse des milliards de la CIA destinés à FO, et dont le rôle à Minneapolis ne semble pas avoir été aussi important, les syndicats de la CSI sont félicités pour leur rôle électoral ou institutionnel, électoral puisque la CGIL a permis la défaite du oui au referendum italien et les syndicats espagnols ont battu Vox, l'organisation se réclamant plus ou moins du franquisme, institutionnel car les syndicats brésiliens ont permis le vote de la loi abaissant le temps de travail et les belges ont permis que le budget soit repoussé. Pour la secrétaire-générale, on le voit, le rôle principal des syndicats est d'entraîner les électeurs et de peser sur les parlements. Tout cela a une sacrée ressemblance avec l'institutionnalisation du syndicalisme, sans parler de l'exagération patente qui, comme la direction l'a fait précédemment en France à propos de la soi-disant victoire du NFP en 2024, se soldant par un tiers des députés, fait des syndicats le principal outil de la « victoire » électorale ou parlementaire. A ce stade, il existe, rappelons le une autre fédération syndicale internationale, la FSM (Fédération Syndicale Mondiale), dont les positions et actions des syndicats membres sont davantage en rapport avec la lutte des classes. Et, concernant l'Italie, le syndicat officiel CGIL, vanté par Sophie Binet, a été à la traîne, à la fois sur les mobilisations de solidarités avec la Palestine et sur celles contre les lois austéritaires. L'USB (Union des Syndicats de Base), affiliée à la FSM, a lancé et organisé les deux journées de grève générale

pour la libération de la Palestine, à l'automne 2025 ; certaines structures de la CGIL furent obligées de suivre. Et au sujet des grèves contre la guerre et l'austérité, là ce fut l'ensemble de la CGIL, mais, lors de la première journée, elle se contenta de suivre quand l'USB avait pris l'initiative. Enfin, la FSM compte 105 millions d'adhérents dans 133 pays, dont la COB bolivienne, la CUT du Venezuela, le COSATU (Afrique du Sud) , la DISK de Turquie et le PAME de Grèce et des organisations, fédérations et UD de la CGT, toutes organisations menant activement la lutte des classes.

Le vide sidéral concernant la question palestinienne

Enfin, ce qui est frappant dans ce texte est que la question principale en matière internationale, la situation coloniale et le génocide en Palestine, est quasiment occultée, ceci en dit long sur l'état de l'organisation. Les mots « Palestine » et « Palestiniens » sont cités chacun deux fois, dans un texte contenant 1666 mots, mais jamais seuls. Ils font toujours partie d'une énumération dans laquelle on cite le Liban, le Yémen, la RD Congo (mais pas le Soudan, peut-être parce que le syndicat majoritaire est à la FSM), l'Iran, et l'Ukraine, bien sûr. Et aucun des deux n'est évoqué au moment de parler de la colonisation, la Palestine est colonisée, ceci n'est dit nulle part. Là encore, parler de la situation coloniale en Palestine obligerait bien sûr, à aller au bout de ce que cela signifie, nous y reviendrons, mais surtout à évoquer le rôle de l'impérialisme occidental (et pas seulement US) dans la colonisation de la Palestine et le soutien à l'entité coloniale sioniste. Cela abattrait d'un coup tout le récit truqué de « l'internationale d'extrême-droite », obligeant à mettre en avant les questions économiques, le prolongement organique, le contrôle du pétrole, l'État tampon au Proche Orient, toutes choses prouvant que si quelque chose peut ressembler à une « internationale », c'est le bloc impérialiste occidental. Et là, patatras ! Tout le château de cartes s'effondre.

La notion même de peuple colonisé est absente, ne parlons pas du concept de colonisation de substitution ! C'est une image parfaite de l'aggiornamento de la CGT. il n'existe aucune analyse historique, ni économique de ce qui se passe en Palestine, aucune perception de la singularité du combat de libération nationale, aucun début de mise en cause du sionisme, encore moins de l'État colonial sioniste, seulement de Netanyahu. C'est d'autant plus creux que cela passe par une rodomontade totalement inepte : « *Nous ne laisserons pas Netanyahou, commettre son génocide. Il doit être sanctionné !* ». Comme si le génocide n'avait pas déjà eu lieu ! Comme s'il n'était le fait uniquement de Netanyahu et pas des sionistes en général ! Quant aux exigences, elles sont claires, ce n'est pas la libération de la Palestine, ni la fin de la colonisation, même pas le cessez-le-feu, mais le jugement de « Netanyahu d'extrême-droite » par les tribunaux impérialistes, bien sûr, pas par le peuple palestinien. **Bref, la CGT enterre la question palestinienne, refusant d'évoquer ce point du globe où la guerre n'est pas impérialiste, où la Résistance combat le même ennemi que nous, et il ne s'appelle pas « l'extrême-droite », mais l'impérialisme occidental. Par là même, elle enterre son passé anticolonial, la notion même de solidarité entre les travailleurs qu'elle évoque fallacieusement. Et, à ce moment, nous pouvons écrire la CGT, car cette absence tant dans l'allocution aux délégations étrangères que dans le rapport d'actualité n'a suscité aucune colère, aucune remarque même, ni dans le congrès, ni ailleurs dans l'organisation.**

En conclusion

En matière internationale, comme pour les enjeux nationaux, la direction sortante de la CGT ne déroge pas à sa règle de conduite : en finir avec toutes les analyses se rapprochant plus ou moins de la lutte des classes. Mais, c'est peut-être le sujet sur lequel la conversion est la plus évidente. D'abord, parce qu'elle date de longtemps, le départ de la FSM à la fin des années 90, la contribution active en 2006 (ce dont se vante Sophie Binet dans son texte), non pas à la création de la CSI, mais à la transformation de l'organisation internationale des syndicats de collaboration de classe, créée par la CIA, la CISL (Confédération Internationale des Syndicats Libres) en CSI. Ensuite, parce que c'est dans la bouillie servant d'analyse du monde capitaliste contemporain que les manques sont le plus flagrants et la volonté d'effacer la lecture de classe et même l'histoire (en faisant, par exemple, comme si les courants du syndicalisme étaient dus à la seule guerre froide) la plus évidente.

Enfin, parce que le trou sans fond constitué par la position indéfendable de la CGT sur la Palestine finit par se savoir. De plus en plus de militants de la solidarité avec la libération nationale de la Palestine se rendent compte qu'ils ne peuvent pas compter sur la CGT. Laquelle CGT, dans son chapitre sur la répression syndicale, ne qualifiant jamais, d'ailleurs, de répression d'État, n'a pas un seul mot à dire contre la répression phénoménale visant les antisionistes depuis deux ans.

La direction de la CGT peut toujours adopter des positions alignées sur l'impérialisme occidental, cacher la lutte des classes internationale, elle ne pourra pas y mettre fin, ni taire indéfiniment les luttes de libération nationale, en particulier la libération de la Palestine et le démantèlement de l'État colonial sioniste. Elle ne pourra pas empêcher que les travailleurs s'organisent, dans des organisations de classe, afin de lutter pour leurs droits, ceux des peuples colonisés et renverser le capitalisme.